

Questions orales

Est-ce que le premier ministre maintient, comme il le disait hier, qu'il n'y a rien eu d'anormal, d'irrégulier dans ce genre d'activité de ses amis—ce n'est pas du démarchage, c'est seulement organiser des rencontres contre de l'argent?

L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le député a entendu bien clairement ici et il a sûrement entendu également les déclarations que j'ai faites au sujet de cette situation, aux médias et aux députés. Je répète à mon honorable ami ce que j'ai dit hier, c'est que si—et il y a un si, parce que la société peut fort bien avoir assuré d'autres prestations à M. Snarby—quelqu'un prétend qu'il faut payer un droit pour obtenir un rendez-vous avec le ministre des Pêches et des Océans, cela est irrégulier et inadmissible, parce que nous pratiquons la politique de la porte ouverte, et que c'est tout à fait inutile.

LE CHOIX DU MOMENT DE LA RENCONTRE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je demanderai au ministre des Pêches et des Océans, après cette réponse, s'il nie le compte rendu circonstancié qui a paru dans le *Globe and Mail* à l'effet qu'un citoyen, M. Snarby, a essayé inutilement pendant deux mois d'obtenir une rencontre avec le ministre, et que dans les cinq jours après avoir conclu un marché avec des amis du premier ministre, contre aucune autre prestation dont il soit fait état, il a eu cette rencontre? Est-ce que le ministre contredit cela?

L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je ne parle pas au nom de M. Snarby. M. Snarby a peut-être sa version de ce qu'il pense qui s'est passé ou de ce qu'il dit qui s'est passé. J'ai bien précisé que si quelqu'un désire demander à M. Snarby ce qu'il a fait, il n'a qu'à aller le lui demander. Ce que je sais, c'est que la requête de M. Snarby était au ministère et m'a été présentée de la façon habituelle. En décembre, en fonction de ce qu'il proposait, je l'ai rejetée. Quelques semaines plus tard, en fonction de sa demande modifiée, j'y ai fait droit sous certaines conditions.

Si le député n'est pas satisfait de ces explications, il devra aller voir M. Snarby pour savoir ce que ce dernier a dit. Mais, je le répète, il n'y a aucun besoin d'amener qui que ce soit à croire, il n'y a aucun besoin pour qui que ce soit de croire que pour réussir à voir le ministre des Pêches et des Océans, il faille payer un droit à qui que ce soit.

* * *

LES JEUNES

LE PROGRAMME KATIMAVIK

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. On a beaucoup loué le programme Katimavik pour les avantages qu'il apporte à des milliers de jeunes Canadiens. Pourtant, cette année son budget a été réduit de 50 à 19 millions de dollars. Le programme Hospitalité Canada est un autre programme qui profite aux jeunes Canadiens. Le vice-premier

ministre peut-il nous garantir que son groupe de travail ministériel ne vas pas imposer d'autres compressions au programme Katimavik, et que le programme Hospitalité Canada n'est pas en danger non plus?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je suis très heureux de dire au député que le programme Katimavik se poursuit sans problème et donne les résultats escomptés.

L'AVENIR DU PROGRAMME

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, le vice-premier ministre pourrait-il garantir à la Chambre que son comité ne fera pas annuler le programme Katimavik à la fin de l'Année internationale de la jeunesse?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je tiens à dire au député qu'il y a eu, ce matin, un progrès marquant en ce qui a trait aux programmes pour les jeunes. Le gouvernement a annoncé alors sa stratégie en matière d'emploi dans le cadre de laquelle on prévoit un programme, le «Job Entry», qui est conçu spécialement pour les jeunes et auquel on affectera quelque 350 millions de dollars cette année. Il s'adresse aux jeunes—à des centaines de milliers de jeunes...

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: ... qui, à la sortie de l'école, même s'ils ont abandonné leurs études en cours de route, seront aidés à entrer sur le marché du travail grâce à une formation qui leur permettra d'occuper des emplois permanents et durables...

M. le Président: A l'ordre. Étant donné la question, je trouve cette réponse un peu longue.

* * *

LES RÉFUGIÉS

LE RAPPORT PLAUT—LES RETARDS DE PROCÉDURE

M. Bob Pennock (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le rapport Plaut, déposé la semaine dernière par la ministre, a fait état de longs retards dans le système actuel d'admission des réfugiés. Cette situation crée des difficultés aux véritables réfugiés mais, ce qui est plus important, elle incite des individus peu scrupuleux à profiter du système et à prolonger leur séjour au Canada, comme dans l'affaire dont j'ai informé la ministre. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour accélérer le processus en vue d'aider ceux qui le méritent et de renvoyer ceux qui profitent du système?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député a parlé du rapport Plaut et je puis dire, au nom du gouvernement, qu'il s'agit d'une étude réfléchie et approfondie sur cette question très délicate. J'ai signalé également que nous lui accorderons une attention prioritaire. Ce rapport, que nous avons déposé il y a à peine quelques jours, est très complexe.